

# LA COOPÉRATION, ÇA MARCHE !

15 EXEMPLES, 15 TÉMOIGNAGES

**BURKINA FASO** KOROTIMI LAMIEN **BURKINA FASO** MARIAME DRABO **BURKINA FASO** BRIGITTE LOYARA **CAP VERT** SANDRA ISABELLE **CAP VERT** JOÃO JOSÉ « ZÉ » **MALI** SISSOKO SAFIATOU SY **NAMIBIE** MARIA IMANUEL **NIGER** ATTANI GOUMEY & AMADOU HAMANI **NIGER** BOUREIMA YAOU & BALKISSA GARBA **NIGER** MAHAMADOU SAIDOU **SÉNÉGAL** CHEIKH THIAM **NICARAGUA** MAYBEL GONZALES **EL SALVADOR** PEDRO PORTILLO **LAOS** PHOMMASONE **VIETNAM** HANH & TOAN



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Coopération luxembourgeoise



Préface : Jean-Louis Schiltz	3
<b>(1)</b> Burkina Faso : Korotimi Lamien	4
<b>(2)</b> Burkina Faso : Mariame Drabo	6
<b>(3)</b> Burkina Faso : Brigitte Loyara	8
<b>(4)</b> Cap Vert : Sandra Isabelle	10
<b>(5)</b> Cap Vert : João José « Zé »	12
<b>(6)</b> Mali : Sissoko Safiatou Sy	14
<b>(7)</b> Namibie : Maria Imanuel	16
<b>(8)</b> Niger : Attani Goumey et Amadou Hamani	18
<b>(9)</b> Niger : Boureima Yaou et Balkissa Garba	20
<b>(10)</b> Niger : Mahamadou Saidou	22
<b>(11)</b> Sénégal : Cheikh Thiam	24
<b>(12)</b> Nicaragua : Maybel Gonzales	26
<b>(13)</b> El Salvador : Pedro Portillo	28
<b>(14)</b> Laos : Phommasone	30
<b>(15)</b> Vietnam : Hanh et Toan	32
La Coopération luxembourgeoise : stratégie et principes	34
Les objectifs du millénaire pour le développement	36

Édité par la

Direction de la Coopération au Développement

6, rue de la Congrégation

L-1352 Luxembourg

Tél. : +352 247-82351

Fax. : +352 46 38 42

[www.mae.lu/cooperation](http://www.mae.lu/cooperation)

Conception et réalisation : Cropmark, Luxembourg

Impression : Reka, Leudelange

Imprimé sur du papier recyclé

# LA COOPÉRATION, ÇA MARCHE !



La lutte contre la pauvreté est un combat de tous les jours. Elle ne souffre aucun répit. La tâche est immense, mais s'il est un combat qui vaut la peine d'être mené, c'est bien celui-là.

Certes il reste beaucoup de choses à faire. Certes les déceptions font partie du lot quotidien. Mais il y a aussi des avancées indéniables, des succès significatifs remportés chaque jour dans cette lutte que nous menons avec nos partenaires. Ce sont ces succès que cette publication entend mettre en exergue. Pour montrer que la lutte contre la pauvreté vaut la peine d'être menée, parce qu'elle peut être gagnée.

La coopération, ça marche !

Les quinze témoignages qui sont publiés dans les pages qui suivent sont porteurs de ce message. Ils soulignent que les actions menées ou soutenues par la Coopération luxembourgeoise améliorent très concrètement les conditions de vie dans les pays en développement.

Jean-Louis Schiltz  
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

# L'ALPHABÉTISATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU BURKINA FASO

(1)

Photo : Kam Bertram/Lux-Development



Madame Korotimi Lamien, agricultrice et animatrice de centre d'alphabétisation et de formation à Boni au Burkina Faso

Korotimi Lamien, mariée et mère de quatre enfants, est agricultrice à Boni. En 1997, elle s'est inscrite dans un centre d'alphabétisation dans le cadre d'un projet de santé auquel elle participait, pour passer avec succès les épreuves d'évaluation en 1999 : elle a ainsi obtenu l'attestation de « déclarée alphabétisée » délivrée par les autorités.

En 2000, avec l'arrivée du projet d'alphabétisation pour un développement durable de la région des Hauts-Bassins de la Coopération luxembourgeoise (BKF/010), elle s'est portée volontaire pour alphabétiser à son tour d'autres adultes. Dix de ses anciens élèves, dont six femmes, sont eux aussi devenus animateurs de centres d'alphabétisation.

Aujourd'hui, Korotimi Lamien est Présidente du Comité féminin de l'Union provinciale des Associations de promotion de l'alphabétisation de la province du Tuy, soutenue par le projet de la Coopération luxembourgeoise.

Pour Korotimi, les répercussions de l'alphabétisation dans la vie de tous les jours et sur le développement en général sont évidentes :

*« Pour nous les femmes, c'est important de pouvoir nous exprimer, car ainsi nous nous comprenons mieux entre nous et nous parvenons à mieux nous faire comprendre des hommes. Cela est vrai tant au niveau du couple qu'au niveau du village. Grâce à l'alphabétisation, je prends bien soin de mes enfants sur le plan de leur scolarité. Si les parents restent analphabètes, de nombreuses difficultés demeurent pour qu'ils favorisent la scolarisation de leurs enfants et surtout des filles. Quand on est alphabétisé, on a plus de possibilités de gagner un peu d'argent grâce à des activités génératrices de revenus bien faites et rentables. »*

*« Dès qu'une femme alphabétisée améliore son revenu, elle est plus capable de participer aux frais de santé et cela l'encourage à aller au dispensaire, pour elle ou pour ses proches, puis à la pharmacie communautaire pour prendre ses médicaments. Une femme alphabétisée va avoir de meilleures dispositions pour aller accoucher à la maternité. Or j'ai vu moi-même que l'amélioration de la fréquentation de la maternité a beaucoup fait baisser la mortalité des femmes en couche et des enfants à la naissance. En plus, comme les femmes qui fréquentent la maternité passent le test du VIH/SIDA, la maternité me paraît le meilleur lieu pour lutter efficacement contre cette terrible maladie. »*

- ) Au Burkina Faso, l'alphabétisation s'inscrit comme une priorité dans le Document stratégique de lutte contre la pauvreté, dans le Plan décennal de développement de l'éducation de base et dans la politique nationale de décentralisation. Elle est mise en œuvre grâce à une stratégie nationale visant à créer des synergies entre l'Etat, les régions et les communes, d'une part, et la société civile et les partenaires au développement, d'autre part.
- ) Dans le Programme indicatif de coopération élaboré en partenariat entre le Burkina Faso et le Luxembourg pour les années 2008 à 2012, une place de choix est accordée à l'alphabétisation. De 2004 à 2008, le Luxembourg a financé le projet BKF/010 - Alphabétisation et formation pour le développement durable dans la Région des Hauts-Bassins à hauteur de 4 202 410 euros.

# LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ EN PROTÉGÉANT L'ENVIRONNEMENT AU BURKINA FASO



Photo : Lux-Development

Les femmes des associations membres de l'Union YANTA

Mariame Drabo, 44 ans, est mariée et mère de cinq enfants. Jusqu'en 2003, elle exploitait illégalement le bois dans la forêt classée de Dindéresso. Son mari, au chômage, ne pouvait plus subvenir aux besoins de la famille et la revente frauduleuse de bois coupé représentait leur unique moyen de survie. Quittant la maison très tôt le matin, Mariame parcourait jusqu'à 40 kilomètres par jour avec son fagot de bois sur la tête.

En 2002 débute le projet d'aménagement participatif des forêts classées de Dindéresso et du Kou (PAFDK) de la Coopération luxembourgeoise. Mariame raconte :

*« En mai 2003, l'équipe du projet a recensé toutes les coupeuses frauduleuses de bois. Avec l'appui de la conseillère du projet, nous nous sommes organisées en 12 associations regroupant 450 femmes. Chaque association avait choisi de mettre en place des activités alternatives génératrices de revenus. »*

*« Actuellement, j'exerce de manière légale le commerce du bois de feu à Bobo-Dioulasso. Avec le soutien du projet, j'ai pu avoir accès au microcrédit pour le développement de mes activités. J'ai également suivi de nombreuses formations : alphabétisation en langue nationale Dioula, gestion de la vie associative, construction de foyers améliorés, gestion du petit commerce et agroforesterie. Mes compagnes ont suivi d'autres formations génératrices de revenus comme la teinture, le tissage, la couture, la fabrication de savon et de beurre de karité, la transformation des noix de cajou, la restauration... »*

*« J'ai appris à planter et entretenir un arbre et je participe aux activités de reboisement du projet. Nous, les ex-exploitantes frauduleuses de bois, avons retrouvé notre dignité et sommes devenues des partenaires à part entière du projet. »*

En août 2006 fut créée l'Union YANTA (« Aller de l'avant »), partenaire de la Coopération luxembourgeoise pour le nouveau projet d'appui à la gestion des ressources naturelles de 2006 à 2011. Mme Drabo a été élue présidente de cette Union qui regroupe désormais 30 associations féminines avec plus de 2000 membres. L'objectif de YANTA est la lutte contre la pauvreté à travers l'amélioration des conditions de vie de ses membres et la protection de l'environnement.

- ) Le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie du Burkina Faso, en charge de la gestion des ressources naturelles, a élaboré un programme-cadre de gestion durable des ressources forestières pour les années 2004 à 2014. Les politiques nationales burkinabè soulignent l'importance de la réduction de la pauvreté à travers le principe de la « gestion durable des ressources naturelles, conciliant les exigences de la croissance économique et les impératifs de préservation de l'équilibre des écosystèmes pour les générations actuelles et futures ».
- ) De 2006 à 2011, le Luxembourg finance le projet d'appui à la gestion des ressources naturelles (GRN) dans le Bassin de Bobo Dioulasso (BFK/012) à hauteur de 5 956 729 euros. La GRN est l'un des deux secteurs de concentration du Programme indicatif de coopération (PIC) entre le Luxembourg et le Burkina Faso pour les années 2008 à 2012. L'enveloppe globale du PIC est de 62 900 000 euros.

## LES FEMMES DE FAKÉNA AU BURKINA FASO ONT DE L'ÉNERGIE À REVENDRE

(3)

Photo : PNUD



Marthe Waka, responsable de la vente de boissons fraîches, et sa fille présentent le nouveau congélateur

De la gestion des moulins à la mise en place d'une tontine pour le microcrédit, en passant par la transformation du beurre de karité, la fabrication du savon, l'alphabétisation ou la gestion d'une banque de céréales, les femmes de l'Association Catholique Rurale Adulte (ACRA) du village de Fakéna, dans l'ouest du Burkina, débordent d'énergie.

Les femmes d'ACRA viennent de s'équiper d'un congélateur dernier cri. Brigitte Loyara, la présidente du groupement, ne cache pas sa joie : « *Nous sommes les seules à avoir le courant ici, donc à pouvoir vendre l'eau. Cela rapporte bien. Les transporteurs commencent à s'arrêter. Les gens du village viennent aussi. Nous avons nommé une responsable de cette activité. Chaque jour, elle remplit les sachets d'eau pour la vente. Elle vend et encaisse et chaque soir, elle fait les comptes. Elle a été choisie parmi les femmes du groupement car elle vient de perdre son mari. Elle est très fière de cette nouvelle responsabilité qui lui a procuré un emploi et lui permet quotidiennement de ne pas être isolée* ».

Ce succès est en partie dû à l'installation de plateformes multifonctionnelles (PTF), avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Construites autour d'un simple moteur à gazole, ces plateformes permettent d'alimenter toutes sortes d'appareils : ces « super moulins » n'écrasent pas seulement le grain, mais fonctionnent également comme groupe électrogène.

Dopées par ce coup de pouce technologique, les femmes de Fakéna ont installé une broyeuse, un deuxième moulin pour le karité et une décortiqueuse. Fait surprenant dans ce village du Burkina Faso : les quatre bâtiments communautaires de l'association ont pu être électrifiés grâce à l'alternateur de la PTF.

Mais pour les femmes de l'ACRA, les innovations apportées par la PTF ne s'arrêtent pas là : elles ont acheté un poste à souder, financé par les bénéfices générés par la PTF, comme l'explique Brigitte Loyara :

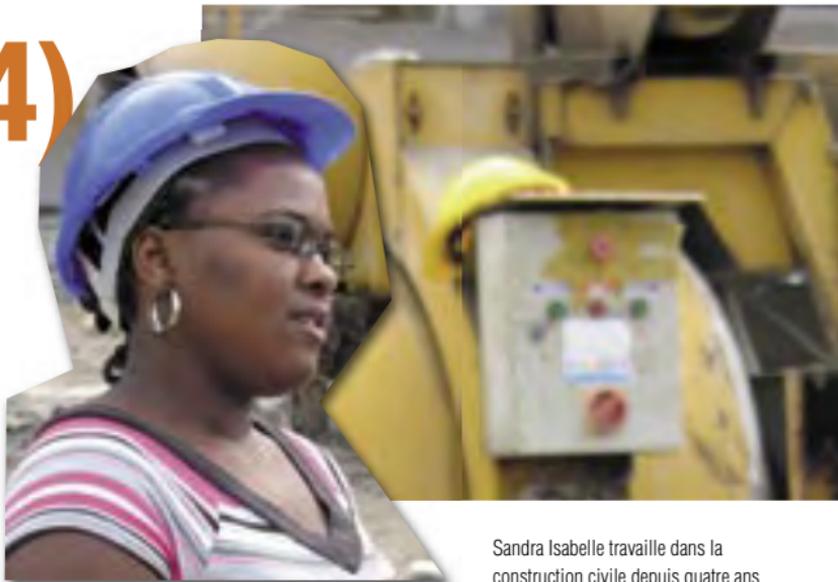
*« Nous avons eu l'idée d'installer un atelier de soudure car le village est loin de tout et les besoins sont énormes, surtout pour les vélos, le matériel agricole, etc. Nous avons choisi un jeune du village à qui nous avons payé une formation de soudeur à Dédougou. Depuis qu'il travaille, cette activité commence à être rentable et nous fait connaître dans tous les villages avoisinants. »*

Créée en 1997, l'ACRA compte aujourd'hui 150 membres actifs. Brigitte Loyara et ses collègues veulent concrétiser d'autres projets en 2008 : l'édification d'un magasin de vente de produits locaux, la construction d'une clôture du domaine de l'association et l'installation de cuisinières solaires pour pallier la pénurie du bois de chauffe.

- 】 Le gouvernement burkinabè coopère avec le Programme des Nations Unies pour le Développement depuis 1966. L'un des principaux objectifs du cycle 2006-2010 du PNUD au Burkina Faso est l'élargissement des opportunités d'emploi et des activités génératrices de revenus, notamment pour les jeunes et les femmes.
- 】 En juillet 2007, le Luxembourg a apporté un soutien de 2 000 000 d'euros au gouvernement burkinabè pour l'installation des plateformes multifonctionnelles dans le cadre du projet avec le PNUD.

## DE NOUVEAUX CHOIX DE CARRIÈRE AU CAP VERT

(4)



Sandra Isabelle travaille dans la construction civile depuis quatre ans

Photo : Véronique Clement/Coopération luxembourgeoise

Sandra Isabelle est une jeune femme souriante de 26 ans qui travaille depuis quatre ans dans la construction civile et qui a su trouver sa place dans ce domaine traditionnellement considéré comme un monde d'hommes. A l'entendre décrire ses responsabilités – elle est chargée du métrage des chantiers et de l'élaboration des devis des différents travaux – il n'est pas difficile de voir combien son travail l'inspire.

Pourtant, au départ, rien ne semblait la prédestiner à un tel parcours. Sandra est originaire d'un petit village d'une cinquantaine d'habitants qui se trouve dans les montagnes de l'île de Santiago, à une vingtaine de minutes de la route principale. Cette situation excentrée aurait pu lui rendre impossible la fréquentation de l'école secondaire. Néanmoins, grâce à l'internat rattaché au Lycée Technique Grand-Duc Henri à Assomada, financé par la Coopération luxembourgeoise, Sandra a pu avoir accès à l'éducation secondaire.

Dès ses premières semaines au lycée technique, Sandra a su qu'elle voulait suivre une formation professionnelle dans le domaine de la construction civile, possibilité de formation qui existait au lycée d'Assomada. A travers un investissement sans faille dans ses études, la jeune femme a pu achever avec succès une formation professionnelle en construction civile.

Sandra considère son séjour à l'internat non seulement comme le moyen qui lui aura permis de poursuivre ses études, mais également comme une expérience et un réel apprentissage pour la vie. Ainsi, poussée par sa motivation et sa curiosité personnelles, elle a appris à faire la cuisine et le nettoyage en passant son temps libre à observer les autres. Ayant quitté son village natal pour rejoindre Assomada, elle a en outre appris que les différences entre la vie à la campagne et la vie urbaine sont importantes mais elle est parvenue à s'adapter en dépit de débuts parfois difficiles.

Aux yeux de Sandra, la fréquentation du lycée technique et de l'internat ont joué un rôle primordial dans son parcours personnel, expérience dont elle fera profiter ses enfants le jour venu.

- ) Grâce aux efforts fournis par le Cap Vert pour élaborer des stratégies nationales dans le domaine de l'éducation, des jeunes tels que Sandra Isabelle bénéficient de plus de choix de carrière que leurs parents. L'intégration des formations techniques dans les cursus scolaires et l'adaptation des formations au marché du travail capverdien, appuyées par la Coopération luxembourgeoise, sont relativement récentes mais portent déjà leurs fruits. Dès 1998, deux lycées techniques avec internat ont été construits avec le soutien financier du Luxembourg, offrant ainsi de nouvelles opportunités aux élèves.
- ) Le développement de curricula pour les formations techniques, la formation de professeurs pour les lycées techniques, la prochaine ouverture d'une école hôtelière à Praia ainsi que la participation intensive au Plan Stratégique de la Formation Professionnelle du Cap Vert font partie des priorités du Programme indicatif de coopération (PIC) entre le Luxembourg et le Cap Vert, dont l'enveloppe pour les années 2006-2010 est de 45 000 000 d'euros. De 2004 à 2008, le Luxembourg a financé le projet CVE/064 – Renforcement de l'enseignement technique avec une contribution de 3 460 000 euros.

## SORTIR DE LA TOXICODÉPENDANCE ET RETROUVER LE CHEMIN DE LA VIE ACTIVE AU CAP VERT

(5)



Zé a réussi à sortir de la dépendance et à trouver un emploi en tant que mécanicien

Photo : Véronique Clement/Coopération luxembourgeoise

João José, dit « Zé », est mécanicien dans l'un des deux grands garages de Praia. Après seulement une année de travail, sa motivation et son savoir-faire lui ont déjà valu une première promotion.

Pourtant, la vie de Zé n'a pas toujours été facile : ayant quitté le Cap Vert à l'âge de 17 ans, il a vécu au Luxembourg pendant dix-sept ans et y a travaillé dans l'hôtellerie. A l'âge de 23 ans, il a, selon ses propres termes, 'gâché la chance de sa vie' en commençant à se droguer. Après deux séjours dans un centre de réhabilitation en Belgique, Zé rechute. Pourtant, il veut absolument surmonter sa dépendance.

Il y a trois ans, Zé décide de rentrer au Cap Vert et, soutenu par sa famille, il s'inscrit au Centre de réhabilitation pour toxicomanes de Granja São Filipe, sur l'île de Santiago.

Ce centre est soutenu financièrement par le Luxembourg, à travers le Fonds national de lutte contre le trafic de stupéfiants, instauré par le gouvernement luxembourgeois en 1993 dans le cadre de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Jusqu'à-là, il n'existait pas encore au Cap Vert de structure de réinsertion adaptée qui puisse accueillir les toxicomanes après une période de soins et leur éviter les rechutes. Le centre de Granja São Filipe offre la possibilité aux toxicodépendants de bénéficier, après le sevrage physique, d'un encadrement qui offre un appui à la réinsertion socioprofessionnelle et un accompagnement psychothérapeutique.

Le projet de coopération entre le Cap Vert et le Luxembourg en matière de lutte contre les problèmes de la toxicomanie (CVE/060) a également permis de doter six centres de santé des moyens nécessaires à l'accueil primaire des toxicodépendants.

Lors des sessions psychothérapeutiques, Zé a pu partager ses expériences avec d'autres personnes dépendantes et également suivre une formation. Il a choisi la mécanique, dont il avait déjà des notions. Après sa formation, Zé a pu retourner avec succès à la vie active, ayant trouvé son nouveau poste de mécanicien avec l'aide du personnel du Centre.

- ⌋ Les autorités capverdiennes réagissent à l'insuffisance des moyens destinés jusque récemment à la lutte contre les problèmes de toxicodépendance dans le pays, en particulier la question de la prise en charge des toxicomanes. Lancé en 2002, le Centre de Granja São Filipe est le premier et jusqu'à ce jour le seul centre de prise en charge des toxicomanes du Cap Vert en dehors des hôpitaux psychiatriques de Praia et de Mindelo. Avant la création du nouveau centre, aucune structure d'accueil n'était en mesure d'offrir des services spécialisés dans le traitement médical et psychothérapeutique des toxicomanes. Les travailleurs sociaux et les professionnels de santé nationaux reçoivent des formations spécifiques pour aborder les questions liées à la toxicomanie. Le projet assure maintenant une prise en charge thérapeutique des patients ainsi qu'une formation continue des différents acteurs.
- ⌋ De 2003 à 2008, la contribution financière du Luxembourg au projet CVE/060 est de 1 342 000 euros.

## DES QUARTIERS PLUS PROPRES POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE À BAMAKO AU MALI

(6)

Photo : Lux-Development



Madame Sissoko Safiatou Sy  
et des jeunes du quartier

Sissoko Safiatou Sy est la vice-présidente de la « Fédération des Associations Maliennes pour l'Assainissement et la Protection de l'Environnement » - FAMAPE. Depuis plusieurs années, elle s'emploie à titre bénévole à mobiliser les habitants des quartiers de Bamako à améliorer leurs conditions de vie. « *Les quartiers étaient sales avec beaucoup d'odeurs insupportables* », explique-t-elle. « *Les routes n'étaient pas propres, il y avait beaucoup de moustiques, de rats et les enfants ne pouvaient pas jouer dans les rues sans se salir.* »

L'initiative première du projet est issue d'une structure de la société civile initiée par Madame Aminata Dramane Traoré. Au cours d'un premier projet financé par le Luxembourg, les habitants du quartier de Missira se sont mobilisés et ont dallé les rues devant leurs maisons, réhabilité les caniveaux le long des routes et planté des arbres. Devant le succès de cette opération, les habitants des quartiers voisins se sont regroupés en associations poursuivant le même objectif, regroupement qui a abouti à la création de la FAMAPE.

Le projet d'appui aux initiatives locales de gestion de l'environnement urbain à Bamako (MLI/009) de la Coopération luxembourgeoise vise à renforcer les capacités opérationnelles de ces associations afin d'en sauvegarder les acquis et de les étendre à d'autres quartiers avec la collaboration et l'implication des communes.

Au terme de deux années, les résultats du projet sont visibles : des rues plus propres, disparition des boues et des eaux stagnantes, diminution du nombre de mouches, moustiques, rats et autres vecteurs de maladies. Comme le résume Madame Sissoko Safiatou Sy : « *le bien-être même de la population s'est amélioré et il y a une diminution de maladies* ».

Afin de sauvegarder cette dynamique sociale arrimée au processus de décentralisation, la Fédération réalise des actions d'information, d'éducation et de sensibilisation, en collaboration avec les équipes communales et avec l'appui de la Coopération luxembourgeoise : « *Tous les ménages du quartier ont été sensibilisés à ne pas jeter les ordures sur les rues, à balayer régulièrement devant leurs portes et à arroser les arbres. Les rues des quartiers de Missira et de Médina Coura sont devenues parmi les plus propres de tout Bamako* »

- ) Un comité local de suivi du projet dirigé par le maire de la commune a été mis sur pied. Cette instance opérationnelle, impliquant les différentes structures concernées, permet d'assurer le suivi du projet et de prendre en compte les initiatives de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement économique, social et culturel, qui constituent l'outil de planification de développement des communes maliennes.
- ) La contribution luxembourgeoise permet, outre les travaux concrets de réhabilitation des quartiers, de renforcer les capacités opérationnelles de la société civile, de promouvoir le dialogue entre la société civile et les autorités communales et d'améliorer les conditions socioéconomiques des résidents à travers des activités génératrices de revenus. La contribution financière de la Coopération luxembourgeoise est de 1 750 000 euros pour les années 2005 à 2008. L'enveloppe globale du Programme indicatif de coopération entre le Mali et le Luxembourg est de 55 200 000 euros pour les années 2007 à 2011.

## L'ACCÈS À L'EAU ET LE DÉVELOPPEMENT URBAIN OUVERT DE NOUVEAUX HORIZONS À RUNDU EN NAMIBIE

(7)



Photo : Lux-Development

Maria Imanuel derrière son stand au marché de Sauyemwa

Maria Imanuel, 40 ans, vit à Sauyemwa, un quartier voisin de Rundu, situé au nord de la Namibie et aux bords de la rivière Okavango. Elle a déménagé à Sauyemwa en 1987.

Ayant quitté Rupara, un village situé à 70 km à l'ouest de Rundu, pour s'installer en ville, elle espérait y trouver une meilleure vie. Maintenant, elle habite une cabane avec ses cinq enfants, les deux enfants de sa sœur défunte, son mari, sa belle-mère et sa petite-fille.

Quand le nouveau marché de Sauyemwa, construit dans le cadre du projet de la Coopération luxembourgeoise pour les marchés ouverts de Rundu (NAM/330), a ouvert ses portes en 2001, Maria a été l'une des premières à vendre ses produits alimentaires dans les nouvelles enceintes du marché. Sur son stand, qu'elle loue auprès du comité de gestion du marché, elle propose une boisson traditionnelle (Oshikundu) et de la farine de maïs.

Maria travaille du lundi au samedi de 8 heures à 17 heures, heure à laquelle le marché ferme. Comme son mari est au chômage, Maria est le seul membre de la famille à subvenir aux besoins du ménage. Avec l'argent qu'elle gagne, elle a les moyens de payer des repas réguliers et les charges scolaires de ses enfants, qui vont tous à l'école. De plus, Maria peut payer une connexion privée d'eau potable, installée dans le cadre d'un projet précédent de la Coopération luxembourgeoise.

Avant que Maria ne vende ses produits au marché, « la vie était morte » et « chaque jour était un combat pour survivre » parce qu'elle ne touchait pas de revenu régulier. Pendant cette époque, elle allait chercher de l'eau à la proche rivière Okavango et elle devait la transporter sur une longue distance jusqu'à sa cabane. Maintenant, elle a l'eau courante à la maison. « *Ma vie s'est considérablement améliorée grâce à mon travail au marché. Ma famille et moi pouvons manger régulièrement maintenant et n'allons plus nous coucher le ventre vide.* »

Maria sera bientôt propriétaire du terrain sur lequel sa cabane est construite, grâce au projet de développement urbain pour Rundu et Katima (NAM/343) : une fois le terrain acheté, Maria possèdera une sécurité foncière et pourra entamer des travaux d'amélioration de sa cabane, par exemple en faisant installer un toit en zinc.

- )] Ce projet de développement urbain s'inscrit dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté de la Namibie et contribue à la réalisation de l'ambitieuse « Vision 2030 » du gouvernement namibien ; il est mis en œuvre par le Ministère namibien des autorités régionales et locales, du logement et du développement rural (MRLGHRD) en partenariat avec la Coopération luxembourgeoise.
- )] La contribution de la Coopération luxembourgeoise à ce projet est de 5 000 000 d'euros pour les années 2006 à 2010 ; le Programme indicatif de coopération signé entre la Namibie et le Luxembourg est doté d'une enveloppe de 22 000 000 d'euros pour les années 2007 à 2010.

## L'ACCÈS À L'EAU POTABLE FAVORISE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN MILIEU RURAL AU NIGER

Photo : Abdou Azizou Abdou/Lux-Development



Amadou Hamani et d'autres habitants de Chikafane présentent le nouveau puits à grand diamètre

(8)

Jusque récemment, le village de Chikafane faisait partie des nombreux villages du département de Dosso au Niger où l'eau potable n'est ni disponible ni accessible toute l'année durant. Ce village de 350 habitants, situé dans la commune de Mokko à l'extrémité nord du département, vient de bénéficier de son premier point d'eau moderne : un puits cimenté à grand diamètre.

En effet, « le problème d'eau a toujours été un véritable calvaire dans ce village qui ne disposait que d'un seul puits traditionnel de plus de soixante mètres de profondeur », explique le chef du village Attani Goumey, qui ajoute qu'« avant la réalisation de ce nouveau puits cimenté, nous ne pouvions satisfaire qu'une infime partie de nos besoins en eau. Déjà au mois de février, nous devons nous rendre dans les villages voisins ou même à Batako, à plus de 6 km, pour l'approvisionnement en eau de nos familles. Les hommes comme les femmes, tout le monde était mobilisé pour les corvées d'eau ».

Ces corvées d'eau occupaient une grande partie du temps des villageois et les empêchaient de consacrer leur temps à d'autres activités socio-économiques, génératrices de revenus ou socioculturelles. Le même problème d'eau a été le principal frein au développement de l'élevage, alors que le village se situe dans une zone à vocation pastorale.

D'après Amadou Hamani, paysan de Chikafane, âgé de 37 ans, « *l'acuité de la pénurie d'eau a conduit certaines familles à envisager leur migration vers le sud malgré leur attachement à ce terroir.* »

« *Avec notre seul puits traditionnel, déjà vieux de près de 50 ans et véritable niche pour chauves-souris et autres oiseaux, nous consommions de l'eau boueuse et insalubre avec de graves conséquences pour la santé de la communauté.* »

C'est donc un véritable souffle de vie qui a été donné au village de Chikafane par la construction d'un puits cimenté qui, de manière durable, fournit à la population de l'eau pendant toute l'année, en quantité suffisante et de qualité acceptable.

- ) La construction du puits a été effectuée dans le cadre du projet d'appui au développement territorial dans le département de Dosso, l'approvisionnement en eau potable constituant une des priorités de la deuxième Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Niger (SRP II), et donc un volet important de l'intervention de la coopération nigéro-luxembourgeoise dans ce département.
- ) Le projet NIG/015 permet, outre de faciliter l'accès à l'eau potable, de favoriser l'accès des ruraux aux opportunités économiques et sociales, en améliorant la gestion des ressources naturelles et en renforçant les capacités des institutions publiques et privées ainsi que des organisations rurales. Pour les années 2005 à 2009, la contribution luxembourgeoise à ce projet est de 8 459 556 euros.

## GARANTIR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION DANS LE DÉPARTEMENT DE DOSSO AU NIGER

(9)

Photo : Nathalie Oberweis/Lux-Development



Objectif : Réussir au Brevet d'Etudes du premier Cycle !

Le collège rural de Karguibangou, dans le département de Dosso, est l'unique établissement d'enseignement secondaire de la commune. Construit en 2004, il accueille 362 élèves encadrés par 7 enseignants. A chaque rentrée scolaire, les membres du Comité de Gestion scolaire font face à des problèmes tels que la nécessité de construire des hangars provisoires tenant lieu de salles de classe, l'insuffisance de manuels scolaires et l'absentéisme des élèves.

Dans le cadre du Programme Régional d'Appui au Développement de l'Education de Base à Dosso (PRADEB), les autorités communales ont réceptionné en février 2007 un bloc administratif, quatre salles de classes et deux blocs de quatre latrines. En novembre 2007, l'établissement a été doté de 1 285 manuels scolaires et de six guides des enseignants. Ces interventions ont significativement changé la vie des différents acteurs du collège de Karguibangou et l'objectif de garantir l'accès des pauvres à l'éducation, compris dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, est poursuivi.

Boureima Yaou, élève en terminale, exprime un sentiment de satisfaction et de soulagement : « *C'est d'abord une satisfaction morale car nous avons passé deux ans et demi dans des classes en paillote alors que nos petits frères des écoles primaires étudiaient dans de meilleures conditions que nous* ».

Son ami Balkissa Garba se réjouit que « *nous avons reçu aussi beaucoup de manuels scolaires à raison d'un livre par table, même si ceux d'anglais sont insuffisants. Dans de telles bonnes conditions de travail, nous préparons les examens de fin d'année en toute confiance et nous espérons 100 % de taux de réussite* ».

« *Notre établissement a complètement changé d'aspect,* » dit Sabo Soumaila, directeur du collège. « *Avec 1 285 manuels scolaires et 6 guides des enseignants, soit un ratio de 3,5 livres/élève en moyenne, toutes disciplines confondues (français, mathématiques, sciences de la vie et de la terre, anglais et physique-chimie), nous pouvons concurrencer les collèges urbains sur le plan de la qualité du travail* ».

Quant aux professeurs, ils estiment que toutes les conditions pour dispenser un enseignement de qualité sont réunies. Inoussa Moussa, professeur de français et d'histoire-géographie, affirme que « *désormais les élèves sont des élèves et les enseignants des enseignants. En effet, un élève assis à même le sol dans une salle de classe en paillote, sans aucun manuel, n'en est pas un. De même, un enseignant obligé d'enseigner dans une salle de classe où il ne peut pas se tenir debout et sans guide de maître n'est pas non plus un enseignant.* »

- )] Le projet PRADEB s'inscrit dans la deuxième Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Niger (SRP II), dont l'une des priorités est de garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base.
- )] Poursuivant la politique du projet NIG/010 « Ecoles et Santé », le projet a rendu possible la construction de cinq collèges ruraux dans le département de Dosso, dont celui de Karguimbangou. Pour les années 2005 à 2009, la contribution financière du Luxembourg dans le cadre de ce projet est de 5 710 820 euros.

## L'ALIMENTATION SCOLAIRE AU NIGER A DES EFFETS BÉNÉFIQUES SUR LE TAUX DE FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Photo : WFP/Judith Schuler



Des enfants de l'école de Danga Zaouni partageant leur repas

(10)

La satisfaction de Mahamadou Saidou, le directeur de l'école de Danga Zaouni, est grande quand il voit ses élèves qui mangent leur déjeuner composé de mil, d'une sauce de lentilles, de feuilles de gombo, d'oignons et d'huile.

Grâce à l'appui du Programme alimentaire mondial (PAM), l'école, qui se trouve à 140 km de la capitale Niamey, dans le département de Ouallam, bénéficie depuis avril 2007 d'une cantine scolaire.

La population de la région est confrontée à de multiples difficultés : le sol est pauvre et dégradé, ce qui affecte la sécurité alimentaire des ménages. Au Niger, l'insuffisance alimentaire chronique coûte la vie à un enfant sur quatre chez les plus petits. En 2005, le pays a traversé une crise alimentaire particulièrement sévère, aggravée encore par la sécheresse et des invasions de sauterelles. Beaucoup de pères sont forcés d'aller travailler dans d'autres régions, ce qui oblige les mères à subvenir seules aux besoins de la famille. Pour accomplir toutes les tâches, beaucoup d'entre elles ont besoin de l'aide de leurs enfants, surtout des filles.

Selon Mahamadou Saidou, de grands changements ont pu être observés suite à l'introduction de l'alimentation scolaire. Le nombre d'enfants inscrits a augmenté de 138 à 211 élèves car la majorité des parents de la région tenaient à inscrire leurs enfants à l'école. La fréquentation scolaire effective s'est également améliorée. Auparavant, très peu d'élèves venaient à l'école durant la période de l'hivernage et les après-midi, l'école était généralement presque déserte. Les enfants, surtout ceux qui n'habitaient pas au village, n'avaient pas le courage de retourner à l'école le ventre vide ou après un déjeuner à peine suffisant pour calmer leur faim.

L'absentéisme se reflétait par la suite dans les résultats scolaires ; l'année précédant l'ouverture de la cantine, aucun élève de l'école n'a réussi l'examen d'entrée au collège. Le directeur de l'école est persuadé que la présence régulière se reflétera dans le taux de réussite à la fin de l'année. Des tests intérimaires donnent des signes encourageants.

Mahamadou Saidou est convaincu que l'alimentation équilibrée et régulière que reçoivent les élèves à la cantine a déjà fait une différence énorme. Non seulement la fréquentation, l'assiduité ainsi que le taux de réussite sont supérieurs, mais l'état de santé des enfants s'est également amélioré.

- )] Le projet a contribué à réaliser les objectifs de la deuxième Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Niger, qui vise à garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base, dont l'éducation et la santé. Le programme d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial au Niger couvre 205 cantines scolaires, dont celle de l'école de Danga Zaouni.
- )] Pour l'année scolaire 2007, le Luxembourg a contribué 1 319 802 euros au projet de soutien à l'éducation de base du Programme alimentaire mondial.

## DE NOUVELLES PERSPECTIVES À TRAVERS LA FORMATION PROFESSIONNELLE AU SÉNÉGAL

Photo : Lux-Development



(11)

Le groupe des formateurs du Lycée de Thiès lors de leur séjour en Europe

Selon Cheikh Thiam, le développement des pays du Sud passe par une formation professionnelle dont les standards de qualité sont conformes aux besoins socio-économiques de ces pays.

Ainsi, de février à mars 2007, Cheikh et dix-huit de ses collègues ont effectué un stage de perfectionnement professionnel et pédagogique au Luxembourg : ce stage faisait partie de leur formation en tant que formateurs au nouveau Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle (LETFP) à Thiès au Sénégal.

Selon Cheikh, « *ce séjour, le premier pour la majorité d'entre nous en dehors de leur terre natale, a été, malgré le froid qui sévissait (2 à 5°), l'occasion de noter la chaleur humaine de nos hôtes ; de l'aéroport à nos différents sites d'hébergement et sur les lieux de stage, le climat fut convivial, nous étions comme toujours attendus avec un cérémonial digne des grandes personnalités et à la hauteur de l'investissement consenti par le contribuable luxembourgeois pour l'érection de ce lycée.* »

Au cours du stage au Luxembourg, Cheikh et ses collègues sont passés par les différents centres de formation que sont les Lycées techniques d'Ettelbruck, d'Esch-sur-Alzette, de Mamer ou de Wiltz, ainsi que le Centre National de Formation Professionnelle Continue d'Esch-sur-Alzette, ce qui leur a permis de comparer les conceptions du métier de formateur de part et d'autre.

Parmi les enseignements tirés de ce stage professionnel, Cheikh souligne en particulier que *« le modèle luxembourgeois de fonctionnement d'un établissement scolaire qui repose sur la base d'un partenariat solide avec le milieu professionnel et les autres structures de formation permet d'éviter les duplications en formation. Notre ambition avec notre administration est de créer un collectif des structures de formation professionnelle à Thiès pour lutter contre ce phénomène et mutualiser nos ressources surtout avec le Centre international de Formation professionnelle (CIFOP) de M'Boro (financé lui aussi par le Luxembourg) »*.

- )] En exerçant leur métier de formateur, Cheikh et ses collègues participent activement à la lutte contre la pauvreté au Sénégal, à travers une formation professionnelle permettant de donner des perspectives professionnelles concrètes à de nombreux jeunes Sénégalais. Ils contribuent ainsi à l'atteinte des objectifs contenus dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) du gouvernement sénégalais.
- )] L'éducation, la formation et l'insertion professionnelles constituent une priorité dans le partenariat entre les gouvernements sénégalais et luxembourgeois. La Coopération luxembourgeoise a participé à la construction et à l'équipement du Lycée Technique de Thiès, ainsi qu'à la formation des formateurs à hauteur de 12 824 093 euros entre 2003 et 2008. La participation totale de la Coopération luxembourgeoise aux activités du Programme indicatif de coopération (PIC) négocié entre les gouvernements sénégalais et luxembourgeois pour les années 2007 à 2011 est de 53 300 000 euros. Le PIC est consacré à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement au Sénégal.

## RENFORCER LE SYSTÈME LOCAL DE SOINS MÉDICAUX AU NICARAGUA

(12)

Une consultation  
au poste de santé  
de La Pita



Photo : Laurence Klein/Lux-Development

Maybel Gonzalez est infirmière au poste de santé de La Pita, dans le département de Carazo au Nicaragua. Situé à 30 kilomètres de distance du centre de santé de Santa Teresa, siège municipal et ville la plus proche, ce poste de santé doit répondre aux besoins d'une population de 1 200 habitants, qui viennent de cinq villages des alentours de La Pita.

Maybel commente qu'une bonne partie des patients viennent à la consultation avec des problèmes rénaux et dermatologiques provoqués par la contamination de l'eau des rivières et puits. Pour résoudre ce genre de problèmes, le Dr. Wilford Quintanilla, chef du poste de santé, et sa collègue travaillent avec les dirigeants communautaires et les « brigadistes de santé », des secouristes volontaires. Selon Maybel, ces derniers sont les « piliers fondamentaux » du système de santé communautaire, « parce qu'ils nous avisent quand il y a des problèmes médicaux et réfèrent les patients au poste de santé ».

« Avant, la consultation se faisait dans une petite maison. Nous n'avions pas d'accès à l'eau ; en plus, nous n'avions pas d'électricité. Quand on devait assister à un accouchement pendant la nuit, on utilisait une bougie, et assister à un accouchement avec une bougie ou avec une lampe de poche sous le bras, c'est un peu compliqué. Le projet de la Coopération luxembourgeoise a répondu aux véritables nécessités du terrain : on a construit deux espaces nouveaux et installé une pompe à eau dans les puits. Mais le plus important pour nous c'est qu'on nous a donné des panneaux solaires pour produire de l'électricité autosuffisante. »

De plus, les secouristes ont participé à des cours de formation en matière de prévention et de traitement de maladies et blessures et ont reçu le matériel nécessaire pour effectuer leur travail dans les villages. Maybel conclut : « On programme deux à trois sorties intégrales par mois, pendant lesquelles nous donnons les soins de santé aux gens, nous visitons les écoles, nous organisons des discours éducatifs et nous vaccinons des enfants, toujours en coordination avec les brigadistes ».

- ) La nouvelle politique de santé du Nicaragua prévoit une décentralisation des services de santé à travers les directions départementales du Ministère de la Santé, appelées SILAIS (Système local de soins médicaux intégraux) : ainsi, le poste de santé où travaille Maybel dépend du SILAIS du département de Carazo. L'institutionnalisation et la pérennité des résultats sont garanties à travers la diffusion systématique et cohérente des activités du projet et des résultats obtenus.
- ) La contribution de la Coopération luxembourgeoise au renforcement des SILAIS des départements de Masayo, Carazo et Rivas, est de 7 950 000 euros dans le cadre du Programme indicatif de coopération (PIC) de 2007 à 2010. Le secteur de la santé est l'un des trois secteurs prioritaires du PIC, avec l'éducation et la formation des ressources humaines et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. La participation globale luxembourgeoise pour les quatre années est de 31 600 000 euros.

## FAIRE REVIVRE L'AGRICULTURE AU SALVADOR APRÈS L'OURAGAN STAN

(13)

Photo : PNUD



Pedro Portillo et sa fille, Mari Concepción

Entre le 3 et le 5 octobre 2005, l'ouragan Stan a ravagé plusieurs pays d'Amérique centrale, dont le Salvador où cette catastrophe naturelle a fait 72 morts et plusieurs milliers de sinistrés.

Pedro Portillo vit avec sa famille dans le canton d'Hacienda Nueva, dans la localité Jiquilisco, située dans le département d'Usulután. La famille de cet agriculteur de 75 ans est l'une des nombreuses familles salvadoriennes dont les moyens d'existence ont été détruits et les conditions de vie largement détériorées par l'ouragan.

Grâce à un projet exécuté par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) du Salvador, avec l'accompagnement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la famille de Pedro et 3 437 autres familles bénéficient maintenant d'une assistance technique et d'un intrant agricole pour leurs cultures de cycle court, tant pour la production de nourriture que pour la génération de revenus.

Cette initiative a concentré ses efforts sur la réhabilitation des moyens de vie des petits producteurs agricoles et des pêcheurs, qui ont été affectés par la catastrophe naturelle, en soutenant les familles d'une manière très pratique : à travers la mise à disposition de nouvelles semences, de modules d'élevages d'oiseaux, de rétablissement de l'infrastructure des coopératives productrices de crevettes et la mise en œuvre de travaux d'infrastructures de mitigation pour la protection des cultures agricoles.

Pedro partage son expérience : *« Les résultats de la récolte de haricots et de maïs furent très bons : j'ai vendu une partie de ce que j'en ai tiré, nous avons consommé une autre partie et avons gardé le reste comme semences pour la prochaine récolte. »*

*« Avec les pluies, j'ai perdu toute ma plantation ; tout était pourri. Mais avec ce soutien, je peux à présent recommencer. »*

*« De plus, les nouvelles semences qu'on m'a données sont de meilleure qualité et je peux les semer à une moins grande distance de la maison. Enfin, il me reste même des semences pour la prochaine saison. »*

*« C'est-à-dire, je vais continuer à semer, puisque c'est bon à manger. Je suis reconnaissant pour l'aide que le Luxembourg nous a donnée à l'époque et qui continue toujours de me rendre service. »*

- )] Au-delà de l'aide spécifique aux victimes de l'ouragan Stan, l'initiative s'inscrit dans le « Réseau Solidaire », un programme de développement salvadorien qui cible les populations des communes les plus pauvres du pays et concentre ses actions sur la mise en œuvre de projets productifs (principalement agricoles, avec des activités d'assistance technique, mais aussi des formations pour les bénéficiaires). Le PNUD est actif au Salvador depuis l'année 1962.
- )] En 2005, la Coopération luxembourgeoise a participé aux efforts du gouvernement salvadorien et du PNUD pour soutenir les petits agriculteurs salvadoriens après l'ouragan Stan avec une contribution de 200 000 euros. Le Programme indicatif de coopération, signé entre le Luxembourg et le Salvador pour les années 2007 à 2010, est doté d'une enveloppe financière de 24 000 000 d'euros.

## RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN MILIEU RURAL AU LAOS

(14)



Photo : Lux-Development

Phommason et sa famille

En août 2003, à 39 ans, Phommason quitte son village natal de Ban Nadi, où il vivait sous le seuil de pauvreté, pour s'établir avec sa famille dans le district voisin de Bolikhan. Menant un mode de vie de subsistance traditionnel, il avait planté du riz, cultivait un modeste potager et élevait une centaine de poules ainsi qu'un cochon. Les quantités de nourriture ainsi rassemblées n'étaient pas suffisantes pour nourrir la famille de Phommason, qui s'enfonçait toujours plus dans la pauvreté.

Dans le cadre du projet d'amélioration des moyens d'existence à Bolikhan, qui vise à améliorer les revenus de ménages ruraux et la sécurité alimentaire, Phommason a bénéficié d'une assistance au défrichage (1,16 ha), a reçu du bétail, un crédit de production, ainsi que du matériel de base pour les travaux de plantation. Le projet vise également à renforcer les crédits ruraux et à offrir des formations spécialisées.

Ainsi, Phommasonne a suivi trois sessions de formation en agriculture et, rapidement, sa ferme a été sélectionnée pour y mener des démonstrations. Son crédit d'un million de KIP (77 euros) a contribué à élargir son élevage porcin et à acheter du bétail supplémentaire. Son potager produit désormais des quantités commercialisables de divers légumes, tous issus de l'agriculture biologique. Le projet a donc contribué à l'atteinte des objectifs du 6<sup>e</sup> Plan National pour le Développement socio-économique, selon lequel le gouvernement lao veut réduire de 25 pour cent la proportion de familles en situation de pauvreté jusqu'en 2010 et éradiquer complètement la déficience alimentaire saisonnière.

Avec l'argent qu'il gagne désormais, Phommasonne continue à investir dans son entreprise diversifiée, mais il a également pu économiser une somme suffisante pour construire une maison permanente. Ses enfants vont à l'école primaire ; lui-même a été nommé vice-chef du village et s'engage activement dans le comité de développement ainsi que dans le groupe du fonds de crédit de son village. Il continue à profiter des formations et voyages d'études sur l'introduction de nouvelles technologies de production et de traitement.

- ) Le projet d'amélioration des conditions de vie à Bolikhan est le troisième projet financé par la Coopération luxembourgeoise dans la région et consolide les phases précédentes de l'appui au développement rural, tout en promouvant le renforcement de capacités locales pour augmenter la durabilité des interventions précédentes. L'objectif global est de soutenir le gouvernement lao dans la mise en œuvre de son programme stratégique de réduction de la pauvreté, qui se concentre sur les 47 districts les plus pauvres du pays.
- ) La contribution financière de la Coopération luxembourgeoise à ce projet est de 2 100 000 euros pour les années 2004 à 2008. Ce projet se situe dans le cadre du Programme indicatif de coopération pour les années 2007 à 2010 entre le Laos et le Luxembourg qui est doté d'une enveloppe totale de 35 000 000 d'euros.

## LA SANTÉ REPRODUCTIVE, PRIORITÉ COMMUNE DES HOMMES ET DES FEMMES AU VIETNAM

(15)

« Je ne veux pas seulement élever mes enfants, mais aussi être là pour mes petits-enfants, le moment venu » dit Toan (à droite).



Hanh et Toan, deux jeunes vietnamiens, se retrouvent dans la salle d'attente d'une clinique dans la région du delta du Tonkin. Ce qui les unit, c'est qu'ils y sont venus par souci de la santé reproductive de leur compagne.

Bien que la connaissance des méthodes contraceptives se soit améliorée au cours des dernières années, l'accès aux services de santé reproductive est toujours limité au Vietnam. Les jeunes surtout sont exposés à un risque élevé de grossesse non-désirée, d'avortement dangereux et de VIH/SIDA.

Cependant, un nombre croissant d'hommes souhaitent en savoir plus sur la santé reproductive et prendre leurs responsabilités. Hanh, 25 ans et futur père, en fait partie : « *Je sais certaines choses sur les symptômes de complications pendant la grossesse, mais pas beaucoup. Je me préoccupe de la santé de ma femme et de mon bébé* ». Pour Toan, 27 ans, le planning familial est la responsabilité aussi bien de la mère que du père.

La clinique où ils se retrouvent abrite un centre de contact et d'information. Dirigée par la « Viet Nam Family Planning Association » (VINAFFPA), une organisation non-gouvernementale vietnamienne, la clinique a été financée par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) jusqu'en 2007. Maintenant, elle est en mesure de s'autofinancer.

L'ONG a soutenu la création d'un Club pour l'Avancement des Femmes, qui offre un forum ouvert aux hommes aussi bien qu'aux femmes, afin qu'ils puissent échanger leurs expériences et s'informer sur des sujets allant du planning familial à la microfinance et à la prévention de l'expansion de la grippe aviaire, mais également sur la violence domestique et l'égalité des sexes.

Dans la commune de Vu Le, les activités et messages du Club semblent non seulement atteindre les maris intéressés, mais également les autorités locales : *« Avant les activités du club, il existait beaucoup de violence domestique ici. Mais ils discutent de ces problèmes au club, ils partagent les informations et du matériel didactique ... et les incidences de violence domestique ont diminué »* dit Tap, le dirigeant du Comité Populaire local. *« S'il y a de la violence domestique, nous devons l'empêcher immédiatement en tant que dirigeants locaux pour protéger la femme et les enfants ... en tant que maris, nous devons prendre soin de nos épouses ».*

- )] Le projet contribue à mettre en œuvre la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté et de Promotion de la Croissance du gouvernement vietnamien, qui met entre autres l'accent sur la santé, la prévention du VIH/SIDA ainsi que l'égalité des sexes.
- )] Le soutien luxembourgeois à VINAFFPA est de 814 269 euros, montant géré par le bureau UNFPA de Hanoi et qui est consacré aux projets de renforcement de la santé reproductive et de l'égalité de la femme pour les années 2007 à 2010. Ce projet se situe dans le cadre du Programme indicatif de coopération 2006 à 2010 entre le Vietnam et le Luxembourg qui est doté d'une enveloppe totale de 50 000 000 d'euros.

# LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE

## STRATÉGIE ET PRINCIPES

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux - avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Ces actions s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre - d'ici 2015 - des objectifs du millénaire pour le développement. Ainsi, les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles, et le développement local intégré. Les initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées et appuyées, que ce soit au niveau conceptuel ou au niveau opérationnel.

D'un point de vue géographique, la Coopération luxembourgeoise poursuit, par souci d'efficacité et d'impact, une politique d'intervention ciblée dans un nombre restreint de pays partenaires privilégiés. Six des dix pays partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise dont le choix est primordiallement orienté par l'indice composite sur le développement humain du PNUD se situent en Afrique subsaharienne. La coopération avec ces pays se distingue par un sens aigu du partenariat avec les autorités et les collectivités. Cet esprit de partenariat, complété par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point de programmes pluriannuels de coopération, les PIC (Programmes indicatifs de coopération).

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des cinq pays industrialisés qui consacrent plus de 0,7 pour cent de leur revenu national brut à la coopération au développement. En 2007, l'APD s'est élevée à 0,90 pour cent du RNB. En 2008, l'APD devrait atteindre le niveau de 0,91 pour cent du RNB. Comme par le passé, cette APD sera mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de l'appui aux programmes et de la coopération avec les ONG de développement.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans la discussion autour et la définition de nouveaux standards d'harmonisation et de qualité de l'aide internationale au développement. Elle a fait siennes les conclusions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide – appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle – adoptée en mars 2005.

L'aide publique au développement du Luxembourg comprend par ailleurs un important volet d'assistance humanitaire qui s'inscrit dans le cadre plus large de la gestion civile des crises et peut être déployée à ce titre en cas de catastrophes naturelles, de même que dans des situations post-conflits, à partir de l'arrêt des violences armées jusqu'à la reprise des activités de coopération au développement.

La politique du Luxembourg en matière de coopération au développement et d'assistance humanitaire se caractérise depuis plus de quinze ans par un effort constant et progressif, tant en quantité qu'en qualité, au bénéfice des populations les plus démunies. Elle est l'expression d'une solidarité internationale affirmée et confirmée et constitue en tant que telle un important vecteur de l'action extérieure du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

[www.mae.lu/cooperation](http://www.mae.lu/cooperation)

# LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

La Déclaration du Millénaire, adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement à l'issue du Sommet des Nations Unies de 2000, a fixé des engagements dans de nombreux domaines tels que les droits de l'homme, la bonne gouvernance et la démocratie. Elle contient en particulier un programme visant à réduire de moitié la pauvreté jusqu'en 2015. Ce programme se décline selon les huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

---

2. Assurer l'éducation primaire pour tous

---

3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

---

4. Réduire la mortalité infantile

---

5. Améliorer la santé maternelle

---

6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

---

7. Assurer un environnement durable

---

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

---

Le Luxembourg a placé sa politique de coopération au développement sous le signe des OMD. L'année 2008 permettra aux Etats membres des Nations Unies de dresser le bilan à mi-parcours des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD et de renouveler leur engagement collectif à atteindre ces objectifs.



[www.mae.lu/cooperation](http://www.mae.lu/cooperation)



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Coopération luxembourgeoise